

SAS MOUZON ENERGIES

PIECES JUSTIFICATIVES

PIECE J12

COMPATIBILITE AUX PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES APPLICABLES

PREAMBULE

Parmi les plans et programmes mentionnés à l'article R512-46-4 du Code de l'environnement, certains préconisent des orientations auxquelles le projet de la société MOUZON ENERGIES doit souscrire.

Les plans et programmes sont listés dans le tableau ci-dessous :

| Les plans et programmes | concerne l'installation de MOUZON ENERGIES |
|--|---|
| 1* Schéma Directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) prévu par les articles L.212-1 et L.212-2 du code de l'environnement. | Concerné : compatible |
| 2* Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) prévu par les articles L.212-3 à L.212-6 du code de l'environnement. | Non Concerné – Absence de SAGE |
| 3* Schéma régional des carrières prévu à l'article L.515-3. | Non concerné |
| 4* Plan national de prévention des déchets prévu par les articles L.541-11 du code de l'environnement. | Concerné : compatible |
| 5* Plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu par les articles L.541-13 du code de l'environnement. | Concerné : Compatible |
| 6* Programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R.211-80 du code de l'environnement | Concerné : compatible |
| 7* Plans de Protection de l'Atmosphère prévu par les articles R222- 13 à R222-36 du code de l'environnement | Non concerné |
| 8* Schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) de Champagne-Ardenne prévu par les Lois Grenelle I et II | Concerné : compatible |
| 9* Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) Champagne-Ardenne | Non concerné |

1 Comptabilité avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 transposée dans le code de l'Environnement, qui instaure l'eau et les milieux aquatiques comme un patrimoine fragile et commun à tous, a mis en place des outils de planification décentralisée pour la mise en œuvre de la gestion globale et équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques :

- ◆ les SDAGE - Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux - élaborés pour la période 2015- 2021, pour chacun des 6 grands bassins hydrographiques français. Ils déterminent les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les aménagements à réaliser pour les atteindre.
- ◆ les SAGE - Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux, élaborés, à une échelle plus locale, pour des unités hydrographiques cohérentes (bassin versant d'une rivière, aquifère ou zone homogène du littoral par exemple), par les Commissions Locales de l'Eau.

Ces schémas constituent des documents de planification ayant une portée juridique envers les décisions publiques prises par l'Etat et les Collectivités Locales dans le domaine de l'eau.

L'établissement est implanté dans le bassin Rhin-Meuse. Le SDAGE 2016-2021 a été approuvé par le Préfet coordonnateur du bassin en octobre 2015.

Le SDAGE fixe les grandes orientations de préservation et de mise en valeur des milieux aquatiques, ainsi que des objectifs de qualité à atteindre d'ici à 2021.

Afin d'atteindre les objectifs environnementaux fixés par le SDAGE et de préserver ou améliorer la qualité de l'eau et des milieux aquatiques, sur le bassin Rhin-Meuse, 6 enjeux ont été identifiés :

1. Améliorer la qualité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine et à la baignade ;
2. Garantir la bonne qualité de toutes les eaux, tant superficielles que souterraines ;
3. Retrouver les équilibres écologiques fondamentaux des milieux aquatiques ;
4. Encourager une utilisation raisonnable de la ressource en eau sur l'ensemble des bassins du Rhin et de la Meuse ;
5. Intégrer les principes de gestion équilibrée* de la ressource en eau dans le développement et l'aménagement des territoires ;
6. Développer, dans une démarche intégrée à l'échelle des bassins versants du Rhin et de la Meuse, une gestion de l'eau participative, solidaire et transfrontalière.

Le tableau ci-après indique les objectifs principaux du SDAGE pouvant concerner l'installation de méthanisation ainsi que les actions prévues ou déjà menées par MOUZON ENERGIES pour répondre aux diverses préconisations du SDAGE du bassin Rhin-Meuse 2016/2021.

| N° | Orientations du SDAGE | Mesures prises sur le site |
|--|-----------------------|--|
| Enjeu 1 : Améliorer la qualité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine et à la baignade | | |
| Orientation T1-O1 : Assurer à la population, de façon continue, la distribution d'une eau potable de qualité | | |
| T1 - 01.1 Prendre, en amont des captages d'eau destinée à la consommation humaine, des mesures préventives permettant de limiter et de réduire les traitements ainsi que les substitutions de ressources | | La centrale de méthanisation est éloignée des zones d'alimentation des captages AEP. Elle n'est pas située à l'intérieur d'un périmètre (rapproché ou éloigné) de captage d'eau. |
| T1 - 01.2 Sécuriser les installations de production et de distribution d'eau potable | | Sans objet. |
| T1 - 01.3 Informer les consommateurs sur les enjeux sanitaires liés à l'eau | | Sans objet. |
| Enjeu 2 : Garantir la bonne qualité de toutes les eaux, tant superficielles que souterraines | | |
| Orientation T2-O1 : Réduire les pollutions responsables de la non-atteinte du bon état des eaux | | |
| T2-01.1 Poursuivre les efforts de réduction des pollutions d'origines industrielle et domestique pour atteindre au moins les objectifs de qualité des eaux fixés par le SDAGE | | Le site ne rejette pas d'eaux industrielles (circuit fermé). |
| T2-01.2 Limiter les dégradations des masses d'eau par les pollutions intermittentes et accidentelles | | Le site ne rejette pas d'eaux industrielles. Les eaux pluviales des aires de stockages et des voiries sont collectées par des caniveaux et acheminées vers une fosse de récupération des eaux de pluies et jus d'une capacité de 700 m³. Aucun rejet dans le milieu naturel. |
| T2-01.3 Adapter les concentrations en sels minéraux dans le milieu pour atteindre le meilleur état possible des eaux superficielles et souterraines en préservant le développement économique et social de la région et en confortant les usages en aval | | Sans objet. |
| T2-01.4 Limiter l'impact des sites et sols pollués sur les eaux superficielles et les eaux souterraines | | Sans objet |
| T2-01.5 Limiter la contamination sédimentaire par les PCB (Polychlorobiphényles) | | Sans objet. |
| Orientation T2 - 02 : Connaître et réduire les émissions de substances toxiques | | |
| T2 - 02.1 Améliorer les connaissances sur les nouveaux polluants et sur la présence, les origines et les effets des substances toxiques | | Sans objet. |
| T2 - 02.2 Connaître et maîtriser les déversements de substances toxiques dans les réseaux publics et privés d'assainissement en favorisant la réduction à la source | | Pas de produits toxiques stockés sur site. Présence de pictogrammes au niveau des produits liquides (emballage d'origine). Produits stockés dans l'atelier sur une aire étanche (en béton) et sur rétention. |
| T2 - 02.4 Réduire la pollution par les produits phytosanitaires d'origine agricole | | Absence de produits phytosanitaires sur le site. |
| T2 - 02.5 Réduire la pollution par les produits phytosanitaires d'origine non agricole | | Absence de produits phytosanitaires sur le site. |
| T2 - 02.6 Connaître et maîtriser les stocks de substances toxiques en place résultant d'activités présentes ou passées | | Sans objet. |
| Orientation T2 - 03 : Veiller à une bonne gestion des systèmes d'assainissement publics et privés, et des boues d'épuration | | |
| T2 - 03.1 Garantir une bonne gestion des boues d'épuration, dans un souci de transparence vis-à-vis des utilisateurs et des consommateurs finaux et ce dans le cadre du développement durable (étude sol, air, eau) et du respect des normes spécifiques. Une durée de stockage adaptée à la filière d'élimination des boues et une traçabilité des sous-produits dépotés dans la station d'épuration ou le réseau d'assainissement sont nécessaires pour cela. | | Sans objet. |

| N° | Orientations du SDAGE | Mesures prises sur le site |
|--|---|---|
| T2 - 03.2 | Améliorer la gestion des systèmes d’assainissement publics et privés, et maîtriser la pollution déversée dans ces systèmes. | |
| T2 - 03.3 | Améliorer la prise en compte des eaux pluviales dans les zones urbanisées, en privilégiant, si possible, les techniques alternatives et en tenant compte des préconisations faites dans les dispositions T2 - O1.2 - D1 et T2 - O1.2 - D2. Ces zones doivent pouvoir être entretenues sans l’usage de produits phytosanitaires. | |
| T2 - 03.4 | Identifier les zones à enjeu environnemental pour l’assainissement non collectif. | |
| Orientation T2 - 04 : Réduire la pollution par les nitrates et les produits phytosanitaires d’origine agricole | | |
| T2 - 04.1 | Développer l’offre d’enseignement vers les utilisateurs professionnels de produits phytosanitaires et de nitrates. | Projet non-concerné par cette orientation. |
| T2 - 04.2 | Promouvoir des pratiques agronomiques visant à réduire la pollution des eaux. | |
| T2 - 04.3 | Prévoir une adaptation des pratiques agronomiques dans les programmes d’actions en zone vulnérable élaborés en application de l’article R.211-8121 du Code de l’environnement pour tenir compte des objectifs fixés par le SDAGE - tomes 2 et 3. | |
| Orientation T2 - 05 : Réduire la pollution par les produits phytosanitaires d’origine non agricole | | |
| T2 - 05.1 | Promouvoir les méthodes d’entretien des espaces sans phytosanitaires dans les villes, sur les infrastructures publiques et par les particuliers. | Projet non-concerné par cette orientation. |
| T2 - 05.2 | Améliorer la connaissance sur la présence de phytosanitaires dans l’environnement et les pratiques des différents utilisateurs. | |
| Orientation T2 - 06 : Réduire la pollution de la ressource en eau afin d’assurer à la population la distribution d’une eau de qualité | | |
| T2 - 06.1 | Les SAGE* pourront identifier des zones de protection qualitative des aires d'alimentation des captages d'eau potable d'une importance particulière pour l'approvisionnement. | Sans objet. |
| T2 - 06.2 | Reconquérir et préserver la qualité de la ressource en eau utilisée pour l’alimentation en eau potable. | |
| T2 - 06.3 | Encourager les actions préventives permettant de limiter les traitements ainsi que les substitutions de ressources. | |
| Orientation T2 - 07 : Protéger le milieu marin en agissant à la source sur les eaux continentales | | |
| T2 - 07.1 | Favoriser la diversité biologique et la migration des espèces piscicoles amphihalines. | Projet non concerné par cette orientation. |
| T2 - 07.2 | Réduire les apports en nutriments et les polluants susceptibles d’atteindre le milieu marin. | |
| T2 - 07.3 | Réduire les quantités de déchets flottants. | |
| Enjeu 3 : Retrouver les équilibres écologiques fondamentaux des milieux aquatiques | | |
| Orientation T3 - 01 : Appuyer la gestion des milieux aquatiques sur des connaissances, en particulier en ce qui concerne leurs fonctionnalités | | |
| T3 - 01.1 | Rassembler les connaissances de base et construire les outils méthodologiques nécessaires à une bonne gestion des milieux aquatiques. | Sans objet. |
| T3 - 01.2 | Veiller à ce que soient prises en considération, lors de la définition des priorités d’actions, à l’échelle du bassin versant et, de façon intégrée, les fonctionnalités principales des écosystèmes aquatiques. | |
| T3 - 01.3 | S’agissant de la gestion des milieux aquatiques, définir des priorités précises d’actions en terme de contenu et de localisation, fondées sur une démarche rigoureuse. | |
| Orientation T3 - 02 : Organiser la gestion des cours d’eau et des plans d’eau et y mettre en place des actions respectueuses de ces milieux, et en particulier de leurs fonctionnalités | | |
| T3 - 02.1 | Favoriser l’émergence de maîtres d’ouvrage porteurs de projets permettant d’améliorer l’état écologique des milieux aquatiques. | Sans objet. |
| T3 - 02.2 | Favoriser la déclinaison dans les programmes d'intervention des maîtres d'ouvrage des actions prioritaires en termes de contenu et de localisation telles que mentionnées dans l’orientation T3 - O1.3. | |

| N° | Orientations du SDAGE | Mesures prises sur le site |
|---|-----------------------|---|
| Orientation T3 - 03 : Restaurer ou sauvegarder les fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques, et notamment la fonction d'auto-épuration | | |
| T3 - 03.1 Privilégier le maintien ou la reconstitution de la dynamique latérale des cours d'eau. | | Sans objet. |
| T3 - 03.2 Préserver ou recréer la diversité écologique des berges et du lit des cours d'eau. | | |
| Orientation T3 - 04 : Arrêter la dégradation des écosystèmes aquatiques | | |
| T3 - 04.1 Limiter au maximum les opérations conduisant à une banalisation, une artificialisation ou une destruction des écosystèmes. | | Sans objet. |
| T3 - 04.2 Mettre en place des codes de bonnes pratiques pour certains aménagements, tels que les gravières, les étangs ayant un impact négatif particulièrement fort sur les cours d'eau ainsi que les points de rejets d'assainissement et de drainage. | | |
| T3 - 04.3 Mettre en place un plan de suivi et d'actions contre les espèces exotiques envahissantes ou invasives. | | |
| Orientation T3 - 05 : Mettre en oeuvre une gestion piscicole durable | | |
| T3 - 05 Mettre en oeuvre une gestion piscicole durable. | | Sans objet. |
| Orientation T3 - 06 : Renforcer l'information des acteurs locaux sur les fonctionnalités des milieux aquatiques et les actions permettant de les optimiser | | |
| T3 - 06 Renforcer l'information des acteurs locaux sur les fonctionnalités des milieux aquatiques et les actions permettant de les optimiser. | | Sans objet. |
| Orientation T3 - 07 : Préserver les zones humides | | |
| T3 - 07.1 Développer la sensibilisation et la culture d'acceptation des zones humides. | | Sans objet. |
| T3 - 07.2 Assurer la convergence des politiques publiques en matière de zones humides. | | |
| T3 - 07.3 Améliorer la connaissance des zones humides. | | |
| T3 - 07.4 Stopper la dégradation et la disparition des zones humides. | | |
| T3 - 07.5 Développer la renaturation, la récréation et la gestion des zones humides. | | |
| Orientation T3 - 08 : Respecter les bonnes pratiques en matière de gestion des milieux aquatiques | | |
| T3 - 08 Respecter les bonnes pratiques en matière de gestion des milieux aquatiques. | | Sans objet. |
| Enjeu 4 : Encourager une utilisation raisonnable de la ressource en eau sur l'ensemble des bassins du Rhin et de la Meuse | | |
| Orientation T4 - 01 : Prévenir les situations de surexploitation et de déséquilibre quantitatif de la ressource en eau | | |
| T4 - 01.1 Pour l'alimentation en eau potable, repenser l'organisation des prélèvements pour éviter les manques d'eau. | | Sans objet. |
| T4 - 01.2 Respecter le principe d'équilibre entre les prélèvements d'eau et la capacité de renouvellement de chaque masse d'eau souterraine. | | Absence de prélèvement en eau souterraine. |
| T4 - 01.3 Prévenir les conséquences négatives sur l'état des masses d'eau et des milieux associés des transferts de débits entre bassins versants ou masses d'eau souterraine, ou au sein d'un même bassin versant. | | Sans objet. |
| T4 - 01.4 Sensibiliser les consommateurs et encourager les économies d'eau par catégorie d'usagers, tant pour les eaux de surface que souterraines, tout en respectant les impératifs liés à la qualité sanitaire de l'eau. | | Un compteur permettant de suivre la consommation en eau est présent. |
| T4 - 01.5 Respecter le principe d'équilibre entre les prélèvements d'eau et la qualité et l'intégrité de chaque masse d'eau de surface. | | Sans objet. |
| Orientation T4 - 02 : Favoriser la surveillance de l'impact du climat sur les eaux | | |
| T4 - 02 Favoriser la surveillance de l'impact du climat sur les eaux. | | Sans objet. |
| Enjeu 5 : Intégrer les principes de gestion équilibrée* de la ressource en eau dans le développement et l'aménagement des territoires. | | |
| PARTIE 5A : INONDATIONS | | |
| Orientation T5A - 03 : Objectif 04 du PGRI : Prévenir le risque par une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau | | |
| T5A - 03.4 Prévenir le risque par une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau. | | Sans objet. |
| Orientation T5A - 04 : Objectif 04.1 du PGRI : Identifier et reconquérir les zones d'expansion de crues | | |

| N° | Orientations du SDAGE | Mesures prises sur le site |
|---|--|---|
| T5A - 04 | Identifier et reconquérir les zones d'expansion de crues. | Sans objet. |
| T5A - 05 - Objectif 04.2 du PGRI : Limiter le rejet des eaux pluviales dans les cours d'eau, encourager l'infiltration | | |
| T5A - 05 | Limiter le rejet des eaux pluviales dans les cours d'eau, encourager l'infiltration. | Pas de rejet d'eau dans un cours d'eau. |
| Orientation T5A - 06 : Objectif 4.3 du PGRI : Limiter l'accélération et l'augmentation du ruissellement sur les bassins versants ruraux et périurbains, par la préservation des zones humides et le développement d'infrastructures agro écologiques | | |
| T5A - 06 | Limiter l'accélération et l'augmentation du ruissellement sur les bassins versants ruraux et périurbains, par la préservation des zones humides et le développement d'infrastructures agro écologiques. | Sans objet. |
| Orientation T5A - 07 : Objectif 4.4 du PGRI : Prévenir le risque de coulées d'eau boueuse | | |
| T5A - 07 | Prévenir le risque de coulées d'eau boueuse. | Sans objet. |
| PARTIE 5B : PRÉSERVATION DES RESSOURCES NATURELLES | | |
| Orientation T5B - 01 : Dans des situations de déséquilibre quantitatif sur les ressources ou les rejets en eau, limiter l'impact des urbanisations nouvelles et des projets nouveaux | | |
| T5B - 01 | Dans des situations de déséquilibre quantitatif sur les ressources ou les rejets en eau, limiter l'impact des urbanisations nouvelles et des projets nouveaux. | Sans objet. |
| Orientation T5B - 02 : Préserver de toute urbanisation les parties de territoire à fort intérêt naturel | | |
| T5B - 02 | Préserver de toute urbanisation les parties de territoire à fort intérêt naturel. | Sans objet. |
| PARTIE 5C : ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT DES ZONES OUVERTES A L'URBANISATION | | |
| Orientation T5C - 01 : L'ouverture à l'urbanisation d'un nouveau secteur ne peut pas être envisagée si la collecte et le traitement des eaux usées (assainissement collectif ou non collectif) qui en seraient issues ne peuvent pas être effectués dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur et si l'urbanisation n'est pas accompagnée par la programmation des travaux et actions nécessaires à la réalisation ou à la mise en conformité des équipements de collecte et de traitement | | |
| T5C - 01 | L'ouverture à l'urbanisation d'un nouveau secteur ne peut pas être envisagée si la collecte et le traitement des eaux usées (assainissement collectif ou non collectif) qui en seraient issues ne peuvent pas être effectués dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur et si l'urbanisation n'est pas accompagnée par la programmation des travaux et actions nécessaires à la réalisation ou à la mise en conformité des équipements de collecte et de traitement. | Sans objet. |
| Orientation T5C - 02 : L'ouverture à l'urbanisation d'un nouveau secteur ne peut pas être envisagée si l'alimentation en eau potable de ce secteur ne peut pas être effectuée dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur et si l'urbanisation n'est pas accompagnée par la programmation des travaux et actions nécessaires à la réalisation ou à la mise en conformité des équipements de distribution et de traitement | | |
| 5C - 02 | L'ouverture à l'urbanisation d'un nouveau secteur ne peut pas être envisagée si l'alimentation en eau potable de ce secteur ne peut pas être effectuée dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur et si l'urbanisation n'est pas accompagnée par la programmation des travaux et actions nécessaires à la réalisation ou à la mise en conformité des équipements de distribution et de traitement. | Sans objet. |
| Enjeu 6 : Développer, dans une démarche intégrée à l'échelle des bassins versants du Rhin et de la Meuse, une gestion de l'eau participative, solidaire et transfrontalière | | |
| Orientation T6 - 01 : Anticiper en mettant en place une gestion des eaux gouvernée par une vision à long terme, accordant une importance égale aux différents piliers du développement durable, à savoir les aspects économiques, environnementaux et socio-culturels | | |
| T6 - 01.1 | Pour les questions liées à l'eau, privilégier activement la prévention et les interventions à la source (exemple : mettre en place des technologies propres ou développer des produits de substitution en industrie, modifier les pratiques en agriculture, préserver les zones d'expansion de crues, le fonctionnement naturel des milieux, encourager les économies d'eau, etc). | Sans objet car le projet n'est pas directement concerné par les mesures préconisées ci-contre. |
| T6 - 01.2 | Anticiper les conséquences des changements climatiques et mutations susceptibles d'impacter à terme l'eau et sa gestion (changements climatiques, évolutions de l'occupation des sols, propagations des toxiques, | |

| N° | Orientations du SDAGE | Mesures prises sur le site |
|--|--|---|
| | mutations socio-économiques, etc). | |
| | T6 - 01.3 Les collectivités ou leurs groupements veilleront à anticiper sur les besoins de renouvellement de leurs équipements d'assainissement et d'eau potable. | |
| Orientation T6 - 02 : Aborder la gestion des eaux à l'échelle de la totalité du district hydrographique, ce qui suppose notamment de développer les collaborations transfrontalières et, de manière générale, de renforcer tous les types de solidarité entre l'amont et l'aval | | |
| | T6 - 02.1 Développer les collaborations transfrontalières. | Sans objet car le projet n'est pas directement concerné par les mesures préconisées ci-contre. |
| | T6 - 02.2 Développer et mobiliser des structures d'échange et d'actions à l'échelle de bassins versants. | |
| Orientation T6 - 03 : Renforcer la participation du public et de l'ensemble des acteurs intéressés pour les questions liées à l'eau et prendre en compte leurs intérêts équitablement | | |
| | T6 - 03.1 Informer, sensibiliser et éduquer le public, notamment les plus jeunes, aux questions liées à l'eau et à l'atténuation et l'adaptation vis-à-vis du changement climatique. | Sans objet car le projet n'est pas directement concerné par les mesures préconisées ci-contre. |
| | T6 - 03.2 Encourager les initiatives de gestion participative de l'eau. | |
| | T6 - 03.3 Rendre des comptes sur les politiques publiques en lien avec l'eau, notamment en se fondant sur les principes suivants : hiérarchiser les priorités et mettre l'accent sur ce qui est le plus important, se fixer une obligation de résultats et pas seulement de moyens, être transparent, évaluer les politiques publiques. | |
| | T6 - 03.4 Favoriser un financement juste et équilibré de la politique de l'eau, notamment au travers d'une meilleure application du principe « pollueur-payeur » et du principe de récupération des coûts liés à son utilisation. | |
| | T6 - 03.5 Assurer la juste représentation des différents acteurs et la cohérence de leurs actions à l'échelle du district hydrographique international. | |
| Orientation T6 - 04 : Mieux connaître, pour mieux gérer | | |
| | T6 - 04 Mieux connaître, pour mieux gérer. | Sans objet. |
| Orientation T6 - 05 : Mettre en place une gouvernance adaptée aux enjeux de la Directive cadre sur l'Eau (DCE) et de la Directive inondation (DI) | | |
| | T6 - 05 Mettre en place une gouvernance adaptée aux enjeux de la Directive cadre sur l'Eau (DCE) et de la Directive inondation (DI). | Sans objet. |

L'installation est en conformité avec les orientations du SDAGE 2016-2021 du bassin Rhin-Meuse.

2 Compatibilité avec le Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau SAGE

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) est un outil de planification, institué par la loi sur l'eau de 1992, visant la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau.

Déclinaison du SDAGE à une échelle plus locale, il vise à concilier la satisfaction et le développement des différents usages (eau potable, industrie, agriculture, ...) et la protection des milieux aquatiques, en tenant compte des spécificités d'un territoire. Délimité selon des critères naturels, il concerne un bassin versant hydrographique ou une nappe. Il repose sur une démarche volontaire de concertation avec les acteurs locaux.

Le SAGE fixe, coordonne et hiérarchise des objectifs généraux d'utilisation, de valorisation et de protection quantitative et qualitative des ressources en eau et des écosystèmes aquatiques, ainsi que de préservation des zones humides. Il identifie les conditions de

réalisation et les moyens pour atteindre ces objectifs : • Il précise les objectifs de qualité et quantité du SDAGE, en tenant compte des spécificités du territoire, • Il énonce des priorités d'actions, • Il édicte des règles particulières d'usage

Le SAGE est élaboré collectivement par les acteurs de l'eau du territoire regroupés au sein d'une assemblée délibérante, la commission locale de l'eau (CLE). Véritable noyau décisionnel, la CLE, présidée par un élu local, se compose de trois collèges : les collectivités territoriales, les usagers (agriculteurs, industriels, propriétaires fonciers, associations, ...), l'Etat et ses établissements publics. Pour atteindre les objectifs et respecter les préconisations du SAGE, la CLE s'appuie sur :

- Une structure porteuse (collectivité ou groupement de collectivités territoriales, institution interdépartementale, syndicat intercommunal, syndicat mixte, etc.) pour assurer le secrétariat et l'animation de la CLE, être maître d'ouvrage des études et éventuellement des travaux,
- Les services de l'Etat (DREAL, DDT/M) pour encadrer et accompagner l'élaboration et la mise en œuvre du SAGE, comme organiser les consultations, élaborer les textes réglementaires, veiller à la cohérence avec les objectifs prioritaires de la politique de l'eau et évolutions juridiques, etc.,
- Les Agences de l'eau et l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques pour un appui technique, méthodologique et financier.

Le SAGE comprend :

- Un plan d'aménagement et de gestion durable (PAGD) qui fixe les objectifs, orientations et dispositions du SAGE et ses conditions de réalisation,
- Un règlement, accompagné de documents cartographiques, qui édicte les règles à appliquer pour atteindre les objectifs fixés dans le PAGD.

Selon les informations du site Gest'Eau, la commune de SOMMERÉCOURT n'est pas incluse dans un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux.



Extrait de la carte de situation SAGE (source : www.gesteau.fr)

3 Compatibilité avec le Schéma Régional des Carrières

La centrale de méthanisation n'est pas concernée par le Schéma Régional des Carrières.

4 Compatibilité avec les plans de prévention des déchets pour la période 2014-2020

Le deuxième Plan National de Prévention des Déchets 2014-2020 (PNPD) est issu de l'application de la directive-cadre sur les déchets de l'année 2008. Il constitue le volet prévention du "Plan Déchets 2020" en cours d'élaboration par le Conseil national des déchets. L'élaboration du plan national sur la base des plans 2004 et 2009-2012 a abouti sur le Programme National de Prévention des Déchets 2014-2020. Ce dernier a été publié au Journal Officiel du 28 août 2014. Le PNPD devrait être révisé en 2021, la décision n° 2021-43 - 1 a été publiée dans le journal officiel le 18 avril 2021 concernant le projet de révision du plan national de prévention des déchets.

Le PNPD 2014-2020 prévoit la mise en œuvre de 54 actions concrètes, réparties en 13 axes stratégiques qui reprennent l'ensemble des thématiques associées à la prévention des déchets :

- Mobilisation des filières de responsabilité élargie des producteurs,
- Allongement de la durée de vie et lutte contre l'obsolescence programmée,
- Prévention des déchets des entreprises, Prévention des déchets dans le BTP,
- Réemploi, réparation, réutilisation,
- Prévention des déchets verts et organisation des Biodéchets,
- Lutte contre le gaspillage alimentaire,
- Actions sectorielles en faveur d'une consommation responsable,
- Outils économiques,
- Sensibilisation,
- Déploiement dans les territoires,
- Exemplarité dans les administrations publiques,
- Réduction des déchets marins.

MOUZON ENERGIES s'inscrit en compatibilité avec ce plan dans le sens où celui-ci permet entre autre la valorisation de déchet non seulement en énergie mais également en matière fertilisante : aucune des orientations du projet ne vient s'inscrire en contradiction avec ce document.

L'activité de la société MOUZON ENERGIES est donc compatible avec ce plan.

5 Compatibilité avec le plan régional de prévention et de gestion des déchets

Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets PRPGD de la région Grand Est (approuvé en octobre 2019) cible 8 objectifs majeurs :

- Changer et modifier les pratiques actuelles afin de tendre à une économie circulaire,
- Améliorer le tri et la valorisation des déchets afin de répondre aux objectifs nationaux de la loi Transition Énergétique,
- Anticiper les quantités de déchets produites à moyen et long termes,
- Adapter les capacités de tri, de recyclage, de valorisation et de traitement sur le territoire,
- Optimiser, moderniser et créer de nouvelles installations de gestion des déchets,
- Prendre en considération les acquis des plans régionaux et départementaux existants pour une gestion raisonnée et concertée des déchets.

L'élaboration de ce plan permet notamment de :

- Fixer des objectifs et des moyens de réduction des déchets, de recyclage et de traitement des déchets résiduels,
- D'orienter les politiques publiques de gestion des déchets et d'économie circulaire. Le PRPGD comprend également un Plan Régional d'Action en faveur de l'Economie Circulaire,
- Constituer une base de réflexion pour les décideurs publics et contribuer à la qualité du débat local sur la gestion des déchets, notamment pour y identifier les contraintes locales nécessitant un ajustement,
- Prévoir les mesures permettant d'assurer la gestion des déchets (dans des situations exceptionnelles).

La Région Grand Est s'engage au-delà de la problématique déchets et souhaite contribuer à l'élaboration d'une stratégie complète en matière d'économie circulaire, incluant notamment la promotion des démarches d'écologie industrielle et territoriale, d'éco-conception, d'économie de la fonctionnalité.

Lacentrale de méthanisation de MOUZON ENERGIES est apporteur d'une nouvelle solution de valorisation de déchets agricoles, elle va donc dans une logique positive en ce qui concerne la gestion des déchets.

Les déchets et leurs gestions sont donc compatibles avec les différentes actions de prévention prévues au plan régional de prévention et de gestion des déchets

6 Compatibilité avec le programme d'actions nationales et régionales "nitrates" : Programme d'actions national et programmes d'actions régionaux pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévus par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement

Les zones vulnérables sont les terres désignées conformément à l'article 3 paragraphe 2 de la directive européenne n°91-676 dont les objectifs consignés dans son premier article sont :

- réduire la pollution des eaux provoquées ou induites par les nitrates à partir de sources agricoles,
- et prévenir toute nouvelle pollution de ce type.

Les zones vulnérables sont les zones atteintes par la pollution et celles susceptibles de l'être si les mesures prévues par la directive dans son article 5 ne sont pas prises. Chaque zone s'étend sur une zone géographique qui couvre tout ou partie du territoire d'une ou plusieurs communes.

La directive « Nitrates » est déclinée au niveau national dans le 6ème programme d'action qui se décompose ainsi :

- Un volet national (arrêté du 19 octobre 2011, complété le 23 octobre 2013 et le 11 octobre 2016)
- Un volet régional (arrêté du 9 août 2018).

Le 6ème programme d'actions national comporte huit mesures relatives à une bonne maîtrise des fertilisants azotés et à la couverture des sols :

- mesure n°1 : Périodes minimales d'interdiction d'épandage des fertilisants azotés
- mesure n°2 : Stockage des effluents d'élevage
- mesure n°3-4 : Equilibre de la fertilisation azotée et documents d'enregistrement
- mesure n°5 : Limitation de la quantité d'azote contenue dans les effluents d'élevage épandue annuellement par exploitation
- mesure n°6 : Conditions d'épandage
- mesure n°7 : Couverture végétale pour limiter les fuites d'azote au cours des périodes pluvieuses
- Fiche mesure n°8 : Couverture végétale permanente le long de certains cours d'eau, sections de cours d'eau et plans d'eau de plus de 10 hectares

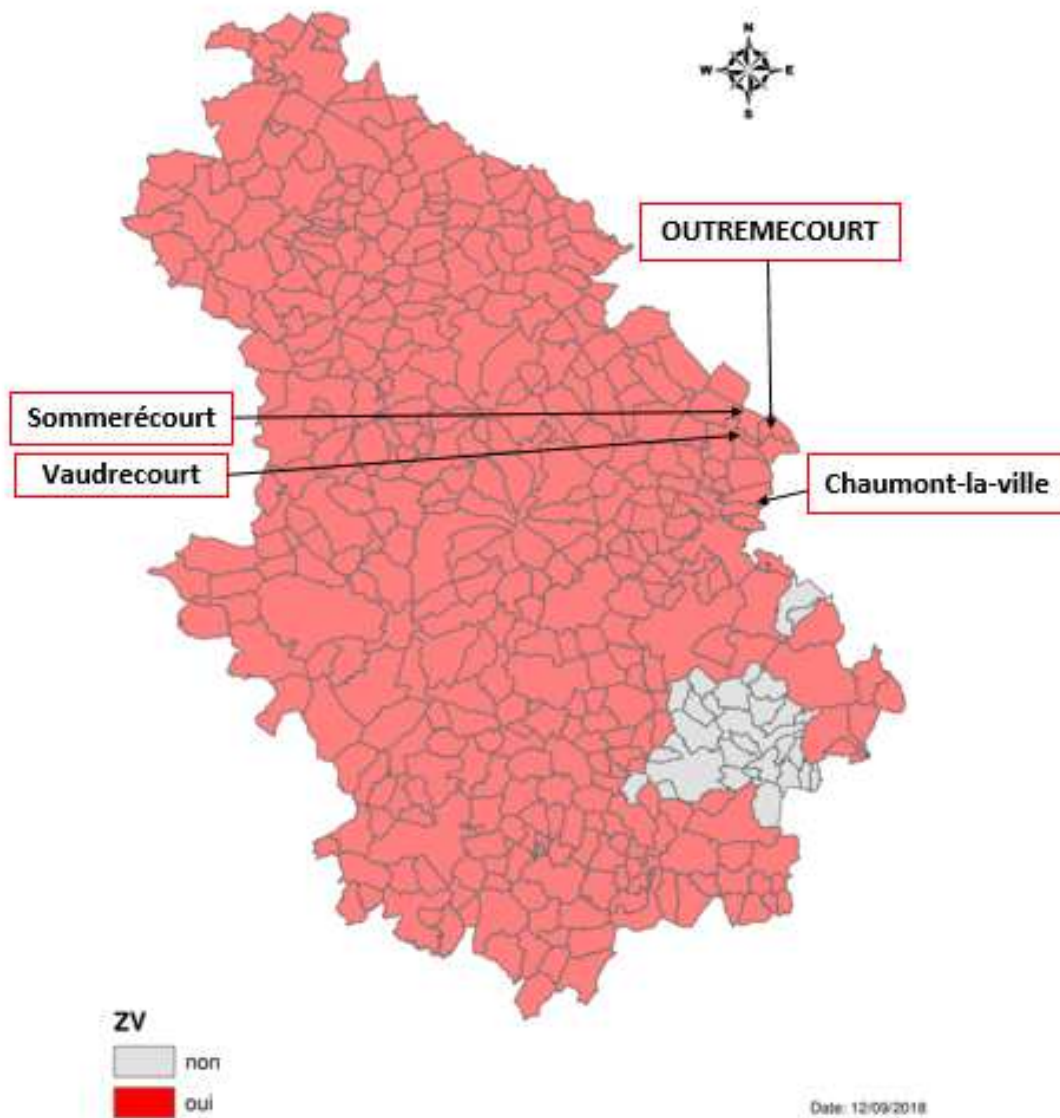
Ci-dessous la liste des partenaires qui participent à l'épandage de digestats :

| Organisme (exploitants, autres...) | LOCALISATION (COMMUNE, DISTANCE...) | MATIERES CONCERNEES | SURFACE MISE A DISPOSITION OU DEVENIR |
|---------------------------------------|---|------------------------|--|
| GAEC DU MINUER | VAUDRECOURT | DIGESTAT | 70HA |
| GAEC DU MINUER | CIRECOURT | DIGESTAT | 12HA |
| EARL ROBERT | SOMMERECOURT | DIGESTAT | 36HA |
| EARL LAROCHE | CHAUMONT LA VILLE | DIGESTAT | 120HA |
| GAEC BOIS LA VILLE | OUTREMECOURT | DIGESTAT | 80HA |
| EARL DE LA MOTHE | SARTES | DIGESTAT | 216HA |

L'unité de méthanisation et les parcelles du plan d'épandage sont situées en zone vulnérable.



Zones vulnérables DN6



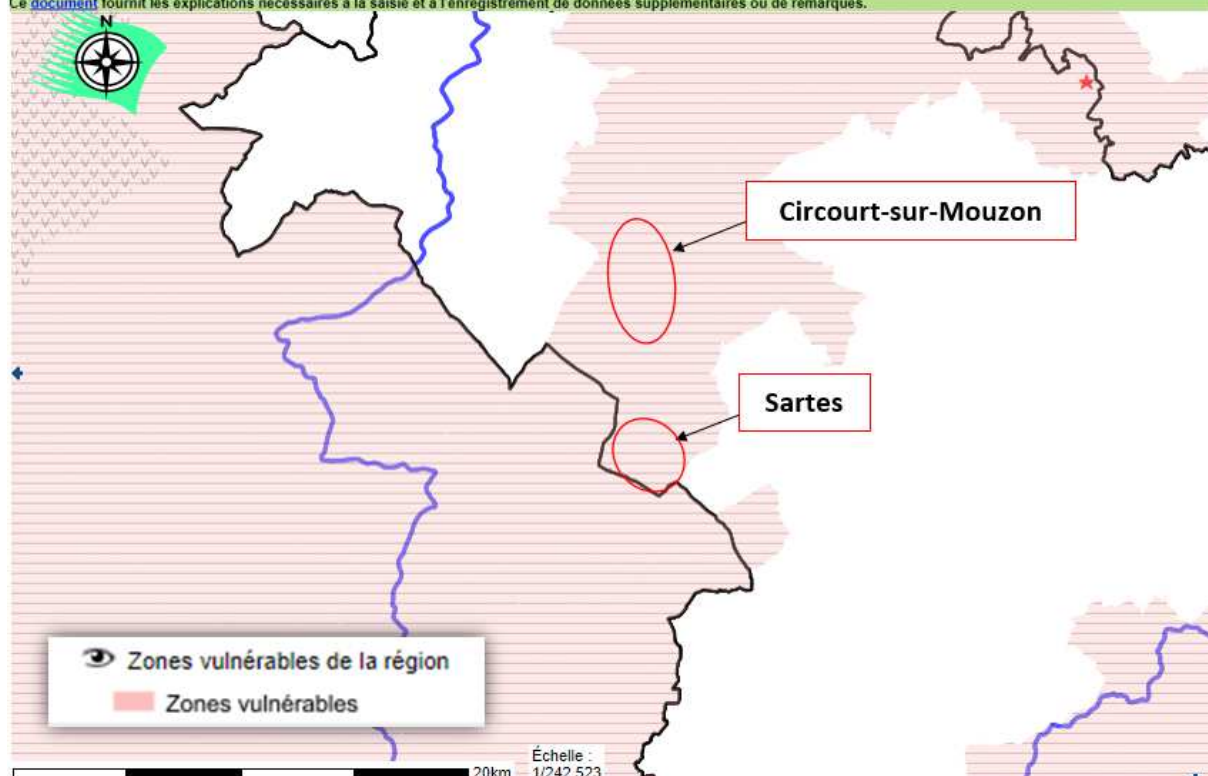
Zones vulnérables - Directive « Nitrates » dans la Haute-Marne (source : haute-marne.chambre-agriculture.fr)

Zonages réglementaires liés à la directive "nitrates" en région Grand-Est

Cette cartographie en ligne est indicative. Elle ne saurait remplacer les [actes réglementaires](#) dont elle est issue.

Cette carte est visible sur une plage d'échelles allant du 1/2 000 000ème au 1/50ème.

Ce [document](#) fournit les explications nécessaires à la saisie et à l'enregistrement de données supplémentaires ou de remarques.



Zones vulnérables – Directive Nitrate (source men.developpement-durable.gouv.fr)

Les arrêtés ci-dessous sont donc applicables :

- L'arrêté du 19 décembre 2011 (modification liées à l'arrêté du 23 octobre 2013 et à l'arrêté du 11 octobre 2016) relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- L'arrêté régional du 9 août 2018 définissant le 6ème programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Grand-Est.

Ces programmes concernent les épandages de digestats. La conformité à cette réglementation est démontrée dans l'étude préalable aux épandages présentée en annexe 3.

7 Compatibilité avec le Plan de Protection de l'Atmosphère

Les Plans de Protection de l'Atmosphère définissent les objectifs permettant de ramener, à l'intérieur des agglomérations de plus de 250 000 habitants ou des zones où les valeurs limites sont dépassées ou risquent de l'être, les niveaux de concentrations en polluants dans l'atmosphère à un niveau inférieur aux valeurs limites.

Le dispositif des Plans de Protection de l'Atmosphère est régi par le Code de l'environnement (articles R222- 13 à R222-36).

La centrale de méthanisation de MOUZON ENERGIES située à SOMMERÉCOURT n'est pas concernée par un plan de protection de l'atmosphère.

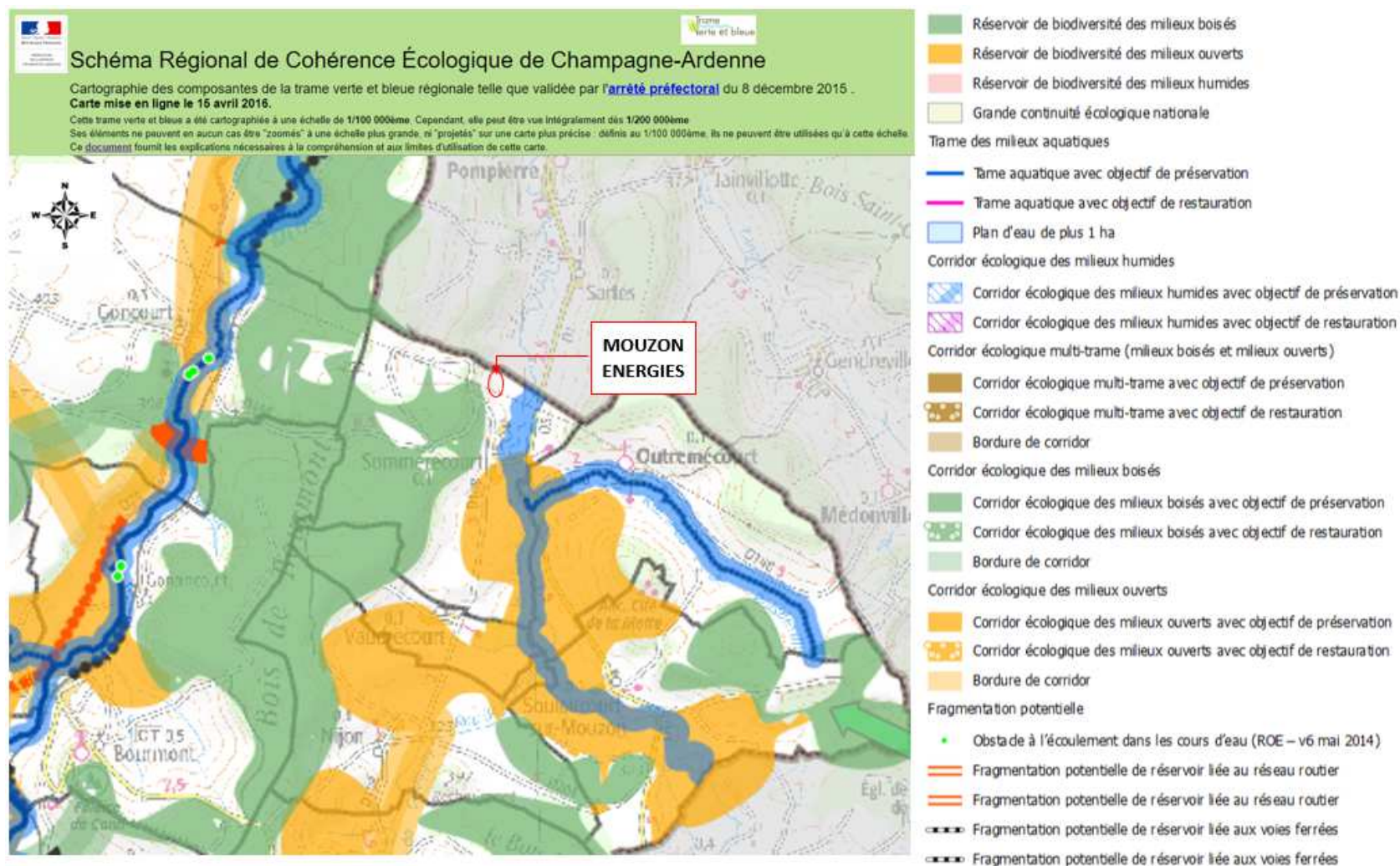
8 Compatibilité avec les orientations du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) Champagne-Ardenne

Le schéma régional de cohérence écologique est l'outil de mise en œuvre de la trame verte et bleue (TVB) régionale. Cette politique a pour ambition de concilier la préservation de la nature et le développement des activités humaines, en améliorant le fonctionnement écologique des territoires. Elle identifie les continuités écologiques (réservoirs de biodiversité et corridors écologiques) à préserver ou remettre en bon état, qu'elles soient terrestres (trame verte) ou aquatiques et humides (trame bleue), pour :

- Favoriser le déplacement des espèces et réduire la fragmentation des habitats,
- Préserver les services rendus par la biodiversité,
- L'adaptation au changement climatique

Le schéma régional de cohérence écologique de Champagne-Ardenne a été adopté par arrêté du préfet de région le 8 décembre 2015 (arrêté préfectoral du 8 décembre 2015).

MOUZON ENERGIES est située en dehors de toute trame verte ou bleue et ne s'inscrit pas en contradiction vis-à-vis du SRCE Champagne-Ardenne.



Cartographie des composantes de la trame verte et bleue régionale – SRCE Champagne-Ardenne (source : carmen.developpement-durable.gouv.fr)

9 Compatibilité avec les orientations du Schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) de Champagne-Ardenne

La loi portant engagement national pour l'environnement, dite Loi Grenelle 2, a prévu la mise en place de schéma régionaux du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) dans chacune des régions.

L'objectif est de définir les orientations et objectifs régionaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de maîtrise de la demande énergétique, de développement de énergies renouvelables, de lutte contre la pollution atmosphérique et d'adaptation au changement climatique.

En Champagne-Ardenne, pour bénéficier des apports du plan climat énergie régional (PCER) de 2008 qui présentait l'avantage de mettre en avant 80 actions concrètes, il a été convenu d'appeler le SRCAE Plan Climat Air Energie de Champagne-Ardenne (PCAER). Ce dernier intègre le plan climat énergie régional (PCER), adopté par la Région en 2008, et se substitue au plan régional de la qualité de l'air (PRQA) arrêté par le Préfet de région en 2002. Ce nouveau plan intègre une annexe intitulée schéma régional éolien (SRE) en remplacement du schéma régional éolien adopté par la Région Champagne-Ardenne en 2005. Le SRE est opposable aux tiers pour la création des zones de développement de l'éolien (ZDE).

Les orientations et objectifs du PCAER visent les six finalités suivantes :

- réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 20% d'ici à 2020 ;
- favoriser l'adaptation du territoire au changement climatique ;
- réduire les émissions de polluants atmosphériques afin d'améliorer la qualité de l'air, en particulier dans les zones sensibles ;
- réduire les effets d'une dégradation de la qualité de l'air sur la santé, les conditions de vie, les milieux naturels et agricoles et le patrimoine ;
- réduire d'ici à 2020 la consommation d'énergie du territoire de 20% en exploitant les gisements d'économie d'énergie et d'efficacité énergétique.
- accroître la production d'énergies renouvelables et de récupération pour qu'elles représentent 45% (34% hors agrocarburants) de la consommation d'énergie finale à l'horizon 2020. La Champagne-Ardenne, possédant d'importants atouts en matière de production d'énergies renouvelables et ayant déjà créé une dynamique, pourra dépasser les objectifs nationaux (le SRE s'inscrit dans cet objectif) ;

Il ressort du PCAER 2 orientations en direction des industriels :

Orientation 11.1 : Identifier et favoriser la diffusion de procédés, organisations et technologies plus efficaces en eau, plus efficaces énergétiquement et faiblement émetteurs de rejets de polluants à l'atmosphère.

Orientation n° 11.2 : Encourager la recherche, l'innovation et l'optimisation des procédés en lien avec les laboratoires publics et privés et les centres de transfert.

Les mesures qui sont prises sur le site de **MOUZON ENERGIES** sont les suivantes :

- Le site permet la production d'énergie renouvelable
- Le suivi des consommations au niveau des utilités et fluides (eau, électricité),

- Le biogaz produit par méthanisation est utilisé pour les besoins en consommation en énergie du site (maintien en température des équipements et des stockages du procédé de méthanisation)
- Stockage du lisier et des digestats à proximité des zones de production afin de limiter les transports
- Le site est producteur d'une énergie de substitution et participe donc à la réduction des émissions de gaz à effet de serre

MOUZON ENERGIES ne s'inscrit donc pas en contradiction vis-à-vis des orientations décrites ci-dessus.